



l'Antidote Anticapitaliste

lanticapitaliste.org | npa-auto-critique.org



Bulletin automobile du NPA Sarthe | 20 septembre 2022

nouveaupartianticapitaliste.org

POUR NOS REVENUS POUR UNE AUTRE RÉPARTITION DES RICHESSES MOBILISATION GÉNÉRALE !

Dans un contexte mondial d'inflation galopante où des dizaines de millions de travailleurEs ont déjà basculé dans la pauvreté, l'offensive capitaliste s'accélère. C'est dans cette logique que Macron ressort du chapeau sa réforme des retraites. Non pas, comme il le prétend, pour financer l'éducation, l'écologie ou la santé, mais pour maintenir les profits des patrons et imposer une régression généralisée. Alors que les prix explosent et que le pouvoir poursuit sa politique pour les riches, il est urgent de reprendre la rue ces prochaines semaines pour imposer une autre répartition des richesses.

UNE OFFENSIVE AUSTÉRITAIRE TOUS AZIMUTS

« Fin de l'abondance », « sacrifices », « efforts »... Le gouvernement prépare une nouvelle salve de contre-réformes. Celle de l'assurance chômage pour appauvrir et pressuriser davantage les demandeurEs d'emplois, celle des retraites pour travailler plus longtemps, mais aussi une loi de finance 2023 qui détruira de nombreux services publics et offrira de nouveaux cadeaux au patronat, comme la suppression d'un impôt de production, la contribution sur la valeur ajoutée (CVAE). Un cadeau de 8 milliards d'euros en période de « sobriété » !

C'est un véritable rouleau compresseur néolibéral qui veut achever la destruction de nos acquis sociaux et affaiblir toujours plus nos capacités de résistance collective. Il vise à nous diviser en accentuant notre responsabilité individuelle, pour mieux masquer que c'est une minorité de grands groupes capitalistes qui sont responsables des crises. Cette nouvelle offensive implique la poursuite d'une politique autoritaire : pour faire passer le texte en force, Macron envisage d'intégrer la réforme des retraites dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale, voire d'utiliser l'article 49-3.

UNE AUTRE RÉPARTITION DES RICHESSES, C'EST URGENT !

Face à ces attaques, nous ne pouvons pas nous contenter de demi-mesures. Les entreprises du CAC 40 ont vu leurs bénéfices augmenter de 24 % en un an ! Et Shell ou TotalEnergie profitent de la crise énergétique pour augmenter grassement leurs prix et faire des profits faramineux. La taxation des profits est un enjeu majeur pour le partage des richesses. Il n'y a pas de profits raisonnables, car les « superprofits » ou les « petits profits » sont tous le produit de l'exploitation des travailleurEs.

Une autre répartition des richesses passe par une augmentation importante des revenus. Comment peut-on vivre aujourd'hui avec moins de 1800 euros ? Cela devrait être le salaire minimum. Il faut aussi imposer une augmentation d'au moins 300 euros nets mensuels. Face à l'inflation galopante, il faut également indexer les

revenus sur les prix, car quand les prix montent, les revenus doivent augmenter en proportion. C'est aujourd'hui une mesure vitale.



UNE BATAILLE QUI S'ENGAGE MAINTENANT

Les raisons de la colère sont multiples, mais pour imposer aux capitalistes ces mesures radicales il faut regrouper nos résistances et construire une contre-offensive massive et unitaire. Cela commence avec la journée interprofessionnelle de grève pour les salaires du jeudi 29 septembre (à l'initiative de la CGT, de Solidaires et de la FSU), puis avec la journée de manifestation nationale du dimanche 16 octobre « contre la vie chère et l'inaction climatique ».

Faire de cette rentrée sociale une démonstration de force de notre camp social peut constituer une première étape d'une riposte anti-gouvernementale et anti-patronale, qui ne doit pas rester sans lendemain. C'est d'un véritable plan de bataille dans l'unité et la durée dont nous avons besoin. Au-delà, construire une force unitaire de rupture avec le capitalisme, « une gauche de combat » représentant les intérêts des exploités et opprimés, capable d'organiser la jeunesse et le monde du travail, c'est urgent et nécessaire si nous voulons faire reculer l'extrême droite et mettre ce système hors d'état de nuire.

 www.npa-auto-critique.org

BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA
Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur.
Et maintenant sur Facebook...



Si notre bulletin t'intéresse, contact-nous :
contact@npa-sarthe.org, tu peux aussi nous suivre sur
Facebook → @npasarthe, Twitter et Instagram → @npa_72

INTERNATIONAL

IRAN : NOUVELLES MANIFESTATIONS APRÈS LA MORT DE MASHA AMINI

De nouvelles manifestations ont eu lieu lundi, notamment à Téhéran et à Mashhad, après la mort en détention de Masha Amini, une jeune femme arrêtée par la police des mœurs pour sa tenue vestimentaire non conforme aux normes islamiques.

Dans la rue Hejab (voile islamique en persan) à Téhéran, plusieurs centaines de personnes ont scandé des slogans hostiles aux autorités. Certaines femmes ont enlevé leur voile en criant « mort à la République islamique » alors que d'autres se sont fait filmer sur les réseaux sociaux en train de se couper les cheveux en signe de protestation.

Une manifestation avait déjà eu lieu dimanche soir à Sanandaj, la capitale de la province du Kurdistan, dans le nord-ouest du pays, d'où la jeune femme était originaire, et d'autres protestations se sont déroulées dans plusieurs universités de la capitale. Si le décès de Masha Amini est le point de départ des manifestations, ces dernières sont plus généralement dirigées contre le régime et le sort qu'il réserve aux femmes.



CAPITALISME VERT

INCENDIES, SACCAGE DES SERVICES PUBLICS... C'EST AVEC CE SYSTÈME QU'IL FAUT EN FINIR !

Depuis le début de l'année, les incendies ont fait 7,5 fois plus de dégâts que la moyenne annuelle des quinze années précédentes, avec plus de 62 000 hectares incendiés en Gironde ! Une conséquence du capitalisme et de sa loi du fric.

Tout est bon pour exploiter l'homme et la nature, quitte à nous plonger dans une crise environnementale sans précédent. Ce système est incapable de faire face aux catastrophes qu'il engendre. Depuis des années, tous les gouvernements ont saccagé les services publics au nom de la rentabilité... On en voit le bilan !

D'après un syndicat de pompiers, ils devraient être « 60 000 voire 65 000 » pour faire face aux interventions qui augmentent, d'autant qu'ils doivent assurer les urgences et les transports sanitaires... Ils ne sont que 47 000 !

Même chose pour le manque d'entretien des forêts. L'ONF (Office national des forêts) est passé de 15 000 salariés en 1985 à 8 400 en 2021... Sans compter le plan de suppression de 475 emplois lancé l'an dernier !

Face à cette gabegie, il y a urgence à prendre nous-mêmes le contrôle de la société.

FRANCE

FAUT QUE ÇA PÊTE !

Certains grands patrons sentent monter la rage du côté des ouvriers et essayent de désamorcer la bombe sociale. Michelin a augmenté 2 fois ses ouvriers : 3,75 % en janvier, 3 % en juillet et versé 600 € de prime exceptionnelle en mars. Air France a lâché 5 % d'augmentation de salaire et une prime de 1 000 €. Le sous-traitant automobile Valeo a accordé 850 € de prime en septembre, Danone : 1 000 € de prime...

Tout cela c'est bien peu par rapport aux besoins des travailleurs, mais tout le monde constate que c'est plus que d'habitude : le patronat montre ainsi à tous qu'il en a les moyens et qu'il craint les ouvriers.

MACRON PLANIFIE DE NOUVELLES ATTAQUES CONTRE LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Macron court sur le terrain de l'extrême droite en annonçant pour début 2023 une nouvelle loi contre l'immigration. La surenchère xénophobe et raciste bat son plein.

Pour justifier le nouveau tour de vis qu'il programme, Macron a le culot de dire que la France serait trop « généreuse » en aides monétaires, sociales et médicales, qui attireraient les migrants. Quand une grande partie des travailleurs immigrés en France n'ont que le droit de travailler et payer des impôts, mais sont privés de tous les autres car « sans papiers » ! Il veut instaurer des procédures d'expulsion plus expéditives, et exiger pour cela des gouvernements des pays d'origine, sous menace de représailles, plus « d'esprit de coopération pour reprendre les étrangers en situation irrégulière ».

Ce n'est pas que le patronat ait moins besoin de la main-d'œuvre immigrée : ce sont eux qui effectuent les travaux les plus durs, que ce soit sur les chantiers ou ailleurs. Mais la meilleure façon pour le patronat d'imposer à la main-d'œuvre immigrée les pires conditions de travail et les salaires les plus bas, c'est qu'elle reste sans papiers et sans droits.

AUTOMOBILE

LES SALARIÉS DE PSA NOUS MONTRENT LA VOIE

Depuis ce vendredi 16, plusieurs équipes ont mis la production de l'usine de PSA Hordain (ex-Sevelnord) à l'arrêt. Ils sont plus de 500 à avoir entamé une grève qui continue en ce début de semaine et à manifester sur le site pour revendiquer l'embauche des intérimaires en CDI, une augmentation de 400 € et une prime de 6000 €.

Le samedi matin, c'était au tour d'une vingtaine de salariés de PSA Douvrin de débrayer, puis une soixantaine sur le site de Valenciennes ce lundi matin.

La grève à Hordain, qui se poursuit, pourrait donc bien entraîner derrière elle bien au-delà de PSA, car ce sont bien des augmentations généralisées qu'il nous faudrait à tous, et on ne les obtiendra pas sans les revendiquer par la lutte !

Alors, si on s'y mettait tous ensemble !

QUI AMPÈRE GAGNE

Les résultats de Renault s'améliorent pour les actionnaires, le plan d'économie supprime des postes plus vite que prévu, la scission de Renault est en marche : De Meo fait le (sale) boulot pour lequel les capitalistes de Renault l'avaient missionné.

Mais s'ils y gagnent d'un côté, c'est que nous, les salariés, on « Ampère » de l'autre : suppressions de postes, dégradation des conditions de travail, « compétitivité » accrue des sites... Électrique ou pas, l'avenir qu'ils nous promet a un goût de déjà-vu.

Alors pas question de se laisser faire. Commençons par nous préparer à débrayer et à manifester jeudi prochain, 29 septembre.

SANTÉ

URGENCES : LA CATASTROPHE ÉVITÉE ?

Depuis la fin mai, 120 services d'urgence fonctionnent de manière dégradée, allant parfois jusqu'à la fermeture. 20 % pratiquent le tri des patients à l'entrée par le 15.

Ce filtrage est considéré par beaucoup de professionnels comme une perte de chance pour les patients les plus précaires et une franche dégradation du service public. Les patients « les plus graves » ont beau être sélectionnés par la régulation, si on continue à fermer des lits, de nombreuses hospitalisations indispensables seront impossibles et la dégradation de la situation des urgences sera inéluctable.

Attente interminable sur des brancards, augmentation de 20% de l'activité de régulation, des professionnels épuisés, de nouvelles démissions annoncées... c'est ça éviter la catastrophe ?

Même si aucun événement aigu n'a attiré l'attention du grand public, notamment grâce à l'investissement exceptionnel du personnel hospitalier, la destruction des services de soins se fait à bas bruit. Les patients, contraints parfois de parcourir des dizaines de kilomètres avant de trouver un médecin, meurent chez eux en silence.

Dans la santé comme ailleurs, la catastrophe est imminente, et seuls les travailleurs et travailleuses en lutte sont en mesure de la conjurer.